



Réunion ad-hoc d'experts
Croissance et emploi en Afrique du nord
16 - 17 mars 2010, Rabat (Maroc)

Aide - mémoire

Introduction

1. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de travail 2010-2011, le Bureau pour l'Afrique du nord de la Commission économique pour l'Afrique (Nations Unies) organise une réunion ad-hoc d'experts autour du thème « Renforcement de la dimension sociale des politiques de développement : Croissance et emploi en Afrique du nord ». La réunion se tiendra à Rabat (Maroc) les 16 et 17 mars 2010. Le résultat des délibérations de la réunion d'experts sera soumis pour discussion et approbation au Comité intergouvernemental d'experts d'Afrique du nord (CIE), qui se réunira à Rabat (Maroc) les 18 et 19 mars 2010.
2. Créer plus et de meilleurs emplois constitue l'un des principaux défis de développement des pays d'Afrique du nord. En effet, bien que les pays aient amélioré leurs niveaux de développement humain et que les perspectives de réalisation des Objectifs de développement du millénaire y soient solides, les taux de chômage, bien qu'en baisse au cours de ces dernières années, y sont encore les plus élevés au monde.
3. Certains groupes sont particulièrement touchés. Selon les données pays, les jeunes primo - demandeurs, surtout urbains, les diplômés et les femmes continuent toujours à afficher des taux de chômage à deux digits et sont à la recherche d'un emploi pour de plus longues périodes que pour les autres catégories, tels que les analphabètes ou les ruraux. Malgré les politiques de promotion de l'emploi, ces 3 groupes font preuve d'une « résistance » particulière à s'insérer au marché du travail.
4. La croissance et une condition nécessaire pour répondre au défi de la création de plus et de meilleurs emplois. Suite à de profondes réformes et d'importants investissements, dans un contexte externe favorable, les taux de croissance des pays de la sous région se sont en effet améliorés ces dernières années, en affichant des taux de plus de 5% durant la période 2001-2007. Ils demeurent cependant, très dépendants de facteurs exogènes, donc volatiles, tout comme l'a démontré la récente crise de 2008 et 2009. Ils restent encore et surtout en deçà des attentes et des besoins en matière de création d'emploi et de résorption du chômage. Les économies nord - africaines doivent donc atteindre des taux de croissance plus élevés et en même temps plus générateurs d'emplois pour faire face à la pression des chômeurs et des nouveaux entrants sur le marché du travail. Tels sont les principaux défis qu'il leur faut relever. Toutes les prédictions sur les perspectives économiques post-crise soulignent que la reprise de l'économie mondiale sera fragile et volatile à court et moyen terme. Dans un contexte mondial encore morose, il faut donc également s'interroger sur les possibilités réelles de pouvoir atteindre les taux de croissance affichés avant la crise, et surtout de pouvoir les dépasser.
5. Pour créer plus d'opportunités d'emplois, surtout pour les jeunes, les diplômés (ées) et les femmes, les économies nord africaines doivent donc atteindre de nouveaux paliers de croissance. Il est important de souligner que les pays de la sous-région traversent tous une étape de leur développement qui leur offre des possibilités réelles de multiplier et diversifier leurs sources de croissance, en se basant sur de nouveaux produits et marchés. En effet, ces pays connaissent plusieurs transformations structurelles liées, entre autres, à la transition démographique, à l'accès des femmes au marché du travail, à l'adaptation aux transformations climatiques et la recherche de nouvelles énergies, ainsi qu'à la place qu'occupent le savoir et la technologie dans les sociétés actuelles. Ces transformations entraînent des besoins en biens, services et qualifications pour lesquels il n'y a souvent pas assez ou pas du tout d'offre capable de les satisfaire. Ce potentiel ne peut cependant se transformer en opportunité réelle de croissance et d'emplois que si des politiques publiques idoines sont mises en place. En effet, le potentiel que représentent ces secteurs n'est pas assez connu; ils ne sont pas assez ou pas du tout intégrés dans les stratégies de développement ni dans les politiques publiques ; et ils connaissent de forts déficits en capital humain, financement et infrastructures, entre autres.

6. La croissance économique est une condition nécessaire pour créer des opportunités d'emplois. Cependant, elle n'est pas suffisante. L'expérience récente a bien montré les écarts qui peuvent exister entre les performances économiques et celles de l'emploi. En effet, les politiques macroéconomiques et sectorielles, centrées sur le seul objectif de la croissance, peuvent avoir des effets inattendus sur l'emploi, à court comme à long terme. Certaines politiques économiques peuvent en effet réduire l'espace politique nécessaire à la poursuite des objectifs de l'emploi, car elles peuvent limiter les dépenses publiques, favoriser des activités intensives en capital, freiner l'accès au financement, et augmenter le coût des services ... C'est dans ce contexte, que des politiques de promotion de l'emploi ont été lancées afin de palier au problème du chômage et promouvoir la création d'emplois. Cependant, leur impact et durabilité ont souvent été limités car, dans la plupart des cas, elles ont offert un traitement social à une question économique et n'ont pas abordé les facteurs économiques sous jacents à la problématique de l'emploi et du chômage. Se pose donc la question de la centralité de l'emploi dans l'agenda de développement comme celle de la cohérence entre les politiques économiques et celles de promotion de l'emploi.

Objectifs

7. La réunion d'experts a pour objectif principal de formuler des recommandations de stratégies et de politiques publiques pour renforcer les liens entre croissance et emploi en Afrique du nord. De manière spécifique, la réunion tentera de répondre à deux questions :

- Quelles politiques publiques doit-on adopter pour renforcer et appuyer les nouvelles sources de croissance et d'emplois ? Tout en mettant en relief les nouvelles opportunités de croissance et d'emplois, les experts devront identifier les facteurs qui limitent ou favorisent une meilleure exploitation de ce potentiel, et de recommander les mesures à prendre de la part des pouvoirs publics afin de créer un cadre favorable pour l'émergence et l'expansion de ces nouvelles activités et secteurs. Les recommandations doivent couvrir un large éventail de mesures et politiques (macro économiques, sectorielles, formation, infrastructure, financement, législation, partenariat...) ainsi que les conditions de leur réussite. Un accent particulier devra être mis sur la place que doit occuper la PME.

- Comment concilier les objectifs des politiques économiques avec ceux de promotion de l'emploi ? Tout en soulignant l'importance de cette question pour les pays de la sous région, les experts devront identifier les contraintes qui ont limité jusqu'à présent une plus grande cohérence entre les objectifs économiques et ceux de l'emploi ; recommander les mesures à prendre pour relever ces contraintes ; et mettre en relief les possibles dilemmes et les moyens de les résoudre. Un accent particulier sera mis sur les politiques macro - économiques, commerciales, d'investissements (y compris IDE), et industrielles.

8. La coopération et la collaboration entre les pays d'Afrique du nord sont des moyens essentiels pour renforcer l'impact des politiques nationales car elles permettent en effet des économies d'échelle, un apprentissage plus accéléré, une force de négociation plus effective..... Il s'agit donc pour les experts d'identifier les domaines de collaboration et de coopération ainsi que les mesures et mécanismes pour leur mise en oeuvre. Dans ce cadre, le rôle d'organisations sous - régionales, telles que l'UMA et la CEA, sera mis en exergue.

9. La Conférence des Ministres de la CEA qui se tiendra du 25 au 30 mars 2010 abordera également la question du renforcement des liens entre croissance et emploi en Afrique. Il est donc important pour les Etats membres de la sous - région de se pencher sur cette question et d'enrichir les recommandations qui y seront adoptées en y intégrant les besoins et attentes communes de la sous région.

Participants

10. Le Bureau invitera des experts nationaux des 7 pays d'Afrique du nord (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) ainsi que des décideurs et des représentants d'organisations nationales et sous régionales, dont l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et le Cen-Sad, du secteur privé, du secteur financier, des travailleurs, de la société civile, du système des Nations Unies et de la coopération bilatérale et multilatérale.

Organisation des travaux

11. Les travaux de la réunion d'experts seront organisés en séances plénières et groupes de travail, lesquels devront aboutir à des recommandations destinées principalement aux Etats membres, organisations sous-régionales, organisations de coopération bilatérale et multilatérale, système financier et organisations non gouvernementales et professionnelles.

Résultats attendus

12. A l'issue de la réunion d'experts, deux principaux résultats seront produits :
- a. Un rapport contenant les principales conclusions et recommandations sera préparé à l'attention du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) des Etats membres de la sous région ;
 - b. Une publication contenant les différentes contributions, y compris les notes des experts et les synthèses des débats pour une large diffusion des résultats de la réunion.

Langues de travail

13. Les travaux de la réunion d'experts se dérouleront en Arabe, Français et Anglais.

Date et lieu de la réunion

16 - 17 mars 2010 à Rabat (Maroc)

Personne à contacter

Coordination :

Mme. Semia de Tapia
Chargée des affaires sociales, CEA/Afrique du nord
Tel : 00-212-537- 71 56 13 ou 212-537- 71 78 29
tapia@un.org

Organisation et logistique :

Mme. Zohra Ben Boubaker
Assistante de programme, CEA/Afrique du nord
Tel : 00-212-537- 71 56 13 ou 212-537- 71 78 29
bzohra@uneca.org

Documents et communication :

M. Mohamed Mosseddek
Assistant de recherche, CEA/AN
Tel : 00-212-537- 71 56 13 ou 212-537- 71 78 29
mmosseddek@uneca.org